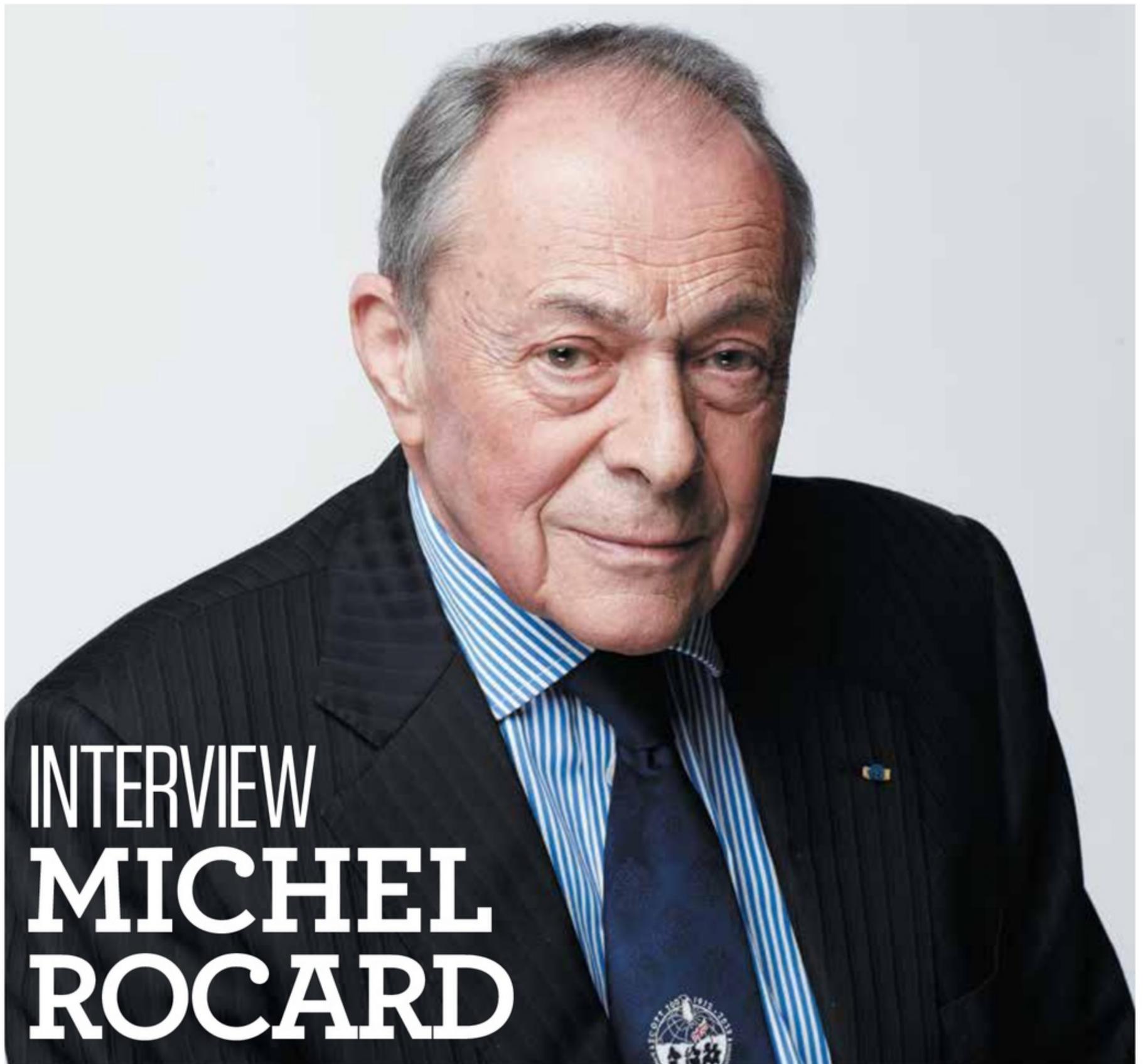


La
Revue
du

Trombinoscope

L'information professionnelle du monde politique

Avril 2014 - N°181



INTERVIEW MICHEL ROCARD

DOSSIERS

Retraites
Élections européennes
Europe et santé

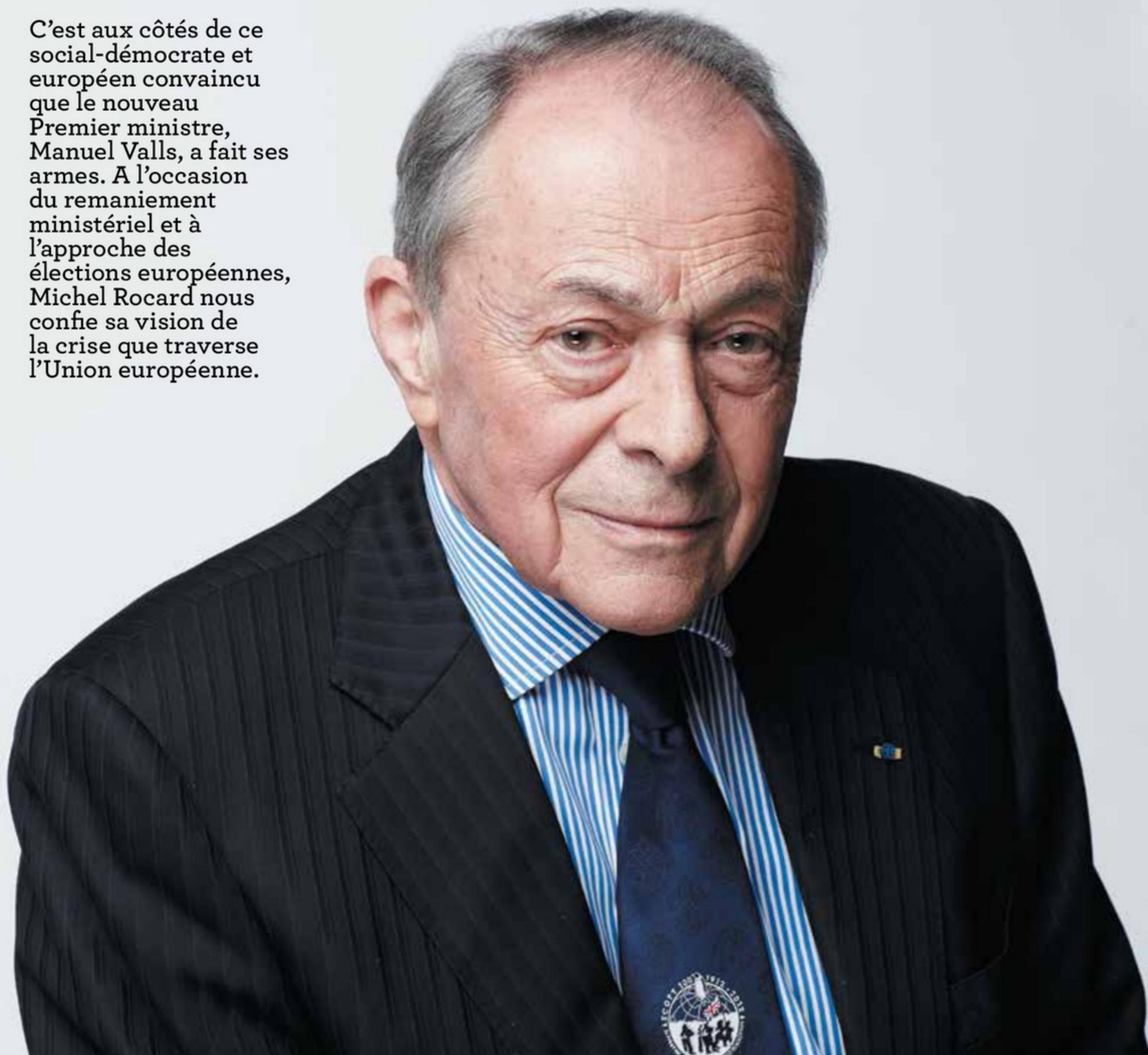
RETROUVEZ LES PAGES

Nominations
Missions
Élections

MICHEL ROCARD

POUR UN SURSAUT DE L'EUROPE

C'est aux côtés de ce social-démocrate et européen convaincu que le nouveau Premier ministre, Manuel Valls, a fait ses armes. A l'occasion du remaniement ministériel et à l'approche des élections européennes, Michel Rocard nous confie sa vision de la crise que traverse l'Union européenne.



Avec la nomination de Manuel Valls au poste de Premier ministre, vous avez été beaucoup sollicité par les journaux qui ont fait le rapprochement entre votre nomination et la sienne. C'est légitime d'après vous ?

C'est vrai que l'on a beaucoup travaillé ensemble, on se connaît depuis une trentaine d'années. Nous avons milité côte à côte dans un même courant pendant très longtemps.

On le dit « Rocardien »...

C'est un mot très bizarre qui a l'inconvénient d'être franco-français, qui élude la référence internationale à la social-démocratie. La grande question du moment est : est-ce que Manuel Valls en est ? Qu'est-ce que cela veut dire ? D'abord, qu'il est convaincu qu'il n'y a pas de perspective révolutionnaire, donc que le changement de la société ne peut se faire que progressivement, de manière réformiste. Ensuite, c'est une insistance sur la négociation sociale, l'importance du dialogue social, de la convention ou de

l'accord comme instrument de transformation à côté et souvent à la place de la loi. Tous les systèmes de sécurité sociale de Scandinavie ou d'Allemagne ont été négociés paritairement entre le patronat et les syndicats. La France n'a pas cela. Et à cet égard Manuel a participé durant 30 ans à un courant qui portait cela avec nous, il l'a certainement toujours un peu dans la tête.

Quels sont les écueils à éviter quand on est nommé dans ces conditions, après des élections perdues et parce qu'il faut un renouveau à la tête du Gouvernement ?

Le principal écueil à éviter est de se rajouter des ennemis quand il y en a déjà beaucoup pour commencer. L'écueil, c'est aussi d'annoncer des choses qu'on ne pourra pas tenir. Or, jusque-là il y avait un peu un manque de lucidité de l'État-major socialiste sur les difficultés et la profondeur de la crise que nous traversons.

En quoi n'en ont-ils pas pris la mesure ?

Par exemple, je pense que Manuel Valls n'a jamais cru à l'espoir d'inverser la courbe du chômage. Parce que les moteurs ne sont pas là. Ces problèmes touchent la France mais aussi tous les pays développés, la France étant toutefois en matière de chômage l'un des plus atteints. Alors qu'elle n'est pas le plus atteint en matière de dette ou de déficit budgétaire. On résiste plutôt mieux que le reste de l'Europe méditerranéenne. Mais côté chômage et précarité du travail, nous sommes dans une situation alarmante sur laquelle il ne faut pas se tromper, car les moteurs permettant d'envisager une sortie sont éteints.

Venons-en maintenant à l'Union européenne : la campagne va bientôt démarrer, craignez-vous qu'elle passe inaperçue ?

Non, elle ne passera certainement pas inaperçue et son résultat ne passera pas inaperçu car il va être très mauvais. Il y a un scepticisme anti-européen qui joue contre nous. Ces élections seront probablement assez mauvaises. Mais le drame du scepticisme européen n'est pas que français, il est dans toute l'Europe. Il ne faut pas croire que la France est si particulière que cela. Vu que les élections européennes sont en plus une élection à la proportionnelle générale, il y a toujours une multiplication de petites forces qui mangent des voix.

Est-ce que la classe politique française parle bien de l'Europe à la population ?

Je n'aime pas beaucoup cette expression... D'abord la classe politique française ne peut plus parler à la population. Les journalistes prennent les phrases qui les arrangent, il n'y a plus de message, il n'y a plus d'espace. Un des drames de la démocratie aujourd'hui est qu'il n'y est plus possible que les électeurs et les élus se comprennent. Beaucoup de sujets sont compliqués et la complexité n'a pas accès aux médias. C'est un handicap.

Quel regard portez-vous sur ce qu'est devenue l'Europe aujourd'hui ?

J'ai souvent dit qu'elle était morte. L'Europe d'aujourd'hui n'a pas de commandement accepté. L'Europe d'aujourd'hui se calfeutre, est timide. Par exemple le refus d'intervenir au Mali est un refus d'un devoir de civilisation : c'est très alarmant, ce n'était pas du tout une affaire franco-française mais nous avons été seuls et c'est dommage. Deuxième aspect : l'Europe n'arrive pas à se forger une doctrine économique permettant la reprise malgré la récession. Troisième aspect :

l'Europe fonctionne à l'unanimité, ce qui est très paralysant.

Est-il encore possible de rectifier le tir ?

Si les Anglais s'en vont, peut-être. La Grande-Bretagne est un très grand pays qui a toujours refusé que l'Europe s'immisce dans ses affaires. Elle a bloqué tout approfondissement de l'intégration. Il semble que l'on peut annoncer son départ prochain bien qu'ils hésitent encore. Toutefois s'ils s'en vont, il devient possible de répondre au besoin de commandement dans l'Europe. Même l'Allemagne s'en rend compte et le demande.

Vous pensez vraiment que l'Angleterre peut un jour quitter l'Europe ?

Je l'espère bien car depuis le temps qu'ils l'empêchent de se développer, ils l'ont tuée. Les sondages anglais montrent que le peuple anglais veut en finir avec l'Europe. Les élites anglaises ont peur de l'isolement qui en résulterait, susceptible d'affaiblir la City. Mais la banque anglaise fait partie des facteurs paralysants aujourd'hui, elle est hautement plus spéculative que les autres. C'est une paralysie pour l'économie réelle.

Et au niveau de l'UE, personne ne chercherait à retenir le pays ?

Je crains que si, mais cela veut dire que l'Europe est morte. Il y a quand même beaucoup de gens qui commencent à comprendre que la paralysie du système de décision européen est en train d'être mis par terre. Il faut traiter cela et cette paralysie, la volonté anglaise en est largement à l'origine.

Si la Grande-Bretagne s'en va, il devient possible de répondre au besoin de commandement dans l'Europe.

Alors quel visage devrait prendre l'Europe de demain ?

On n'en est pas là, pour le moment l'Europe est dans un état tel qu'il faut sauver les meubles, et cela commence par le fait de défendre et sauver l'euro. Ce qui suppose que dans la zone euro, et uniquement dans celle-ci, on arrive à un commandement intégré, budgétaire et monétaire, qui permette de prendre vite des décisions majeures. Ce n'est pas absolument impossible. Mais cela veut dire qu'à l'exclusion des autres adhésions demandées, les nouvelles adhésions ne seraient pas des adhésions à la zone euro mais au deuxième cercle de l'Europe. Là, la Turquie pourrait se retrouver avec la Grande-Bretagne, qui pourrait toujours avoir une zone d'influence, de rayonnement utile. Le problème pour le moment est de piloter l'euro.

Pour terminer, une dernière question sur la situation du Parti socialiste aujourd'hui : Henri Emmanuelli a jugé que le PS était dans un « coma profond » et qu'il fallait un sursaut. Êtes-vous de cet avis ?

Coma profond est peut-être un mot sévère, mais une partie du drame du PS est la difficulté d'exister comme soutien d'un Gouvernement et d'un Président. Cela amène plutôt le parti à se taire. Donc la résurrection du PS suppose un accord avec le Président de la République et tout le Gouvernement, y compris son Premier ministre, pour que le PS recommence à exister plus. ●